

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 05/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BARDAT Sarl

La Tour de Bourges
45220 Triguères

Références : n° 207/2023
Code AIOT : 0010003987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement BARDAT Sarl implanté La Poussetière 45220 Triguères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à un signalement de l'Agence Régionale de Santé relatif à des apports de boues sur le site réalisés lors de la semaine 13.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARDAT Sarl
- La Poussetière 45220 Triguères
- Code AIOT : 0010003987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bardat est une entreprise de travaux publics qui a été créée en 1998. Elle a pour principales activités les travaux publics, le transport et la location de matériels. Elle est également spécialisée dans l'extraction, la préparation et la commercialisation d'amendements agricoles.

La carrière au lieu-dit "la Poussetière" est autorisée par arrêté préfectoral du 19/06/2015, pour une durée de 25 ans. La société Bardat exploite également une carrière de sables rouges et

d'amendements calcaires sur le territoire de Douchy-Montcorbon. Elle approvisionne les exploitants agricoles locaux ou ceux des départements voisins. La carrière est exploitée uniquement par campagnes, entre les mois d'avril et d'octobre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des déchets réceptionnés pour le remblaiement de la carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modalité de remblayage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3.	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2	Bordereau de suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3.	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3	Registre déchets, terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 04/04/2023, article L 541-2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalité de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3.		
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets acceptés en remblaiement		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition..), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :		
Code	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés, à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
Les déchets d'enrobés bitumeux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron.		
Constats : (C1) L'exploitant a réceptionné des boues de forage non autorisées sur la carrière.		
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté que des boues liquides étaient entreposées sur le fond de la carrière. Elles sont contenues dans deux petits bassins élaborés avec des matériaux du site (merlon de terre de 0,8 m de hauteur). Interrogé sur l'origine de ces déchets, l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de boues de forage. Sur les bordereau de suivi de ces déchets, il est fait mention du code 17 05 04 qui correspond aux "Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses". Toutefois au vu des caractéristiques du déchet, le code déchets 01 05 04 est plus approprié et par conséquent les boues de forage ne peuvent pas être acceptées sur le site.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale		
Proposition de délais : 60 jours		

N° 2 : Bordereau de suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Bordereau de suivi des déchets</u> Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets indiquant :

<ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - les moyens de transport utilisés ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - les quantités de déchets concernées - attestant de la conformité des déchets à leur destination. <p>[...]</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre <u>un accusé de réception</u> au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; -le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ; -le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; -la quantité de déchets admise ; -la date et l'heure de l'accusé de réception. <p>[...]</p>
<p>Constats : (C2) L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les résultats d'analyses chimiques des boues de forage réceptionnées.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection, 25 bordereaux de suivi (BDS) de déchets (cerfa 12571*01) relatifs aux apports de boues de forage réceptionnées la semaine 13.</p> <p>Sur ces BSD figurent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - les moyens de transport utilisés ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - les quantités de déchets concernées. <p>Les bordereaux de déchets sont tous associés à un bon de pesée et à un bordereau de livraison.</p> <p>Les bordereaux de suivi de déchets sont également complétés par l'exploitant de la carrière lors de la livraison. Ce document tient également lieu d'accusé de réception et complète les informations sur le suivi du déchet notamment, la quantité de déchets admise, la date et l'heure de la réception sur le site.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'attestant de la conformité de ces déchets à leur destination. Cette attestation peut être délivrée seulement après transmission des résultats d'analyse des boues attestant de leur caractère inerte au moment de la demande d'acceptation préalable (DAP).</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'il prendrait l'attache du producteur de déchets afin d'obtenir les résultats d'analyses des boues réceptionnées. Il a précisé qu'il avait déjà demandé ces documents en vain.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que seuls les déchets visés au tableau de l'article 2.4.3.3. peuvent être acceptés sur le site actuellement. Si d'autres déchets devaient être amenés sur le site à l'avenir, un dossier de porter à connaissance devra être déposé au préalable.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Registre déchets, terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, registre des entrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) <u>Concernant la date d'entrée dans l'installation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) <u>Concernant la dénomination, nature et quantité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...] - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) <u>Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) <u>Concernant l'opération de traitement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

<ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : (C3) L'exploitant ne tient pas à jour le registre des entrées et la provenance des matériaux réceptionnés n'est pas assez précise.
<p>Observations :</p> <p>L'inspection a consulté le registre des entrées de déchets inertes. Sur ce registre, seuls des apports reçus au cours du mois de janvier y figurent. Interrogé sur le fait que le registre n'était pas tenu à jour, l'exploitant a indiqué que la secrétaire de l'entreprise était en arrêt maladie et qu'il n'avait plus de personnel pour assurer le renseignement du registre.</p> <p>L'inspection constate que les apports de boues de forage réalisés en janvier figurent bien dans le registre.</p> <p>Toutefois l'inspection constat que ces déchets sont classés en 17 01 07 alors que sur les BSD, ils sont classés en 17 05 04. Le bon code de classement doit être le 01 05 04.</p> <p>De plus, l'inspection constate que seule la commune est mentionnée dans le registre afin d'identifier la provenance des matériaux réceptionnés; ceci n'est pas suffisant. La localisation exacte de la provenance des différents matériaux constituant le lot réceptionné doit être précisée (parcelle, adresse, lieu géographique, terrain,... du lieu de production).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2023, article L 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets verts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p>
Constats : (C4) Des traces de brûlage de déchets verts sont visibles sur le site.
<p>Observations :</p> <p>L'inspection a constaté la présence à deux endroits de la carrière de traces de brûlage de déchets verts.</p> <p>Le jour de la visite, aucun brûlage de déchets n'était en cours.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle toutefois que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2022 réglementant toutes activités susceptibles de provoquer des incendies dans le département du Loiret interdit, toute l'année, le brûlage à l'air libre de déchets verts.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours